CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 76.620/2
du 9 juillet 2024

sur

un avant-projet de loi 'portant approbation de la résolution n° 696 de la BIRD, des résolutions n°[s] 259 et 260 de la BERD et modification de l'accord portant création de la Banque asiatique de développement'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 76.620/2
van 9 juli 2024

over

een voorontwerp van wet 'houdende goedkeuring van IBRD Resolutie nr. 696, EBRD Resoluties nr[s]. 259 en 260 en wijziging van de Overeenkomst tot oprichting van de Aziatische Ontwikkelingsbank'

‡LW-BGHYKAHCB-HGGCAVT‡

Le 29 mai 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude et de la Loterie nationale à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant approbation de la résolution n° 696 de la BIRD, des résolutions n° 259 et 260 de la BERD et modification de l'accord portant création de la Banque asiatique de développement'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 3 juillet 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 juillet 2024.

*

Op 29 mei 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding en de Nationale loterij verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende goedkeuring van IBRD Resolutie nr. 696, EBRD Resoluties nr. 259 en 260 en wijziging van de Overeenkomst tot oprichting van de Aziatische Ontwikkelingsbank'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 juli 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 juli 2024.

*

‡LW-BGHYKAHCB-HGGCAVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'avant-projet de loi à l'examen vise à modifier trois accords internationaux portant création de trois banques différentes pour le développement : la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (en abrégé : « BIRD »), la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (en abrégé : « BERD »), et la Banque Asiatique de Développement (en abrégé :« BAD »).

Il ressort des avis de la section de législation intervenus à propos d'actes d'assentiment à des accords internationaux ayant un objet en tous points comparable que pareils accords comportent des dispositions qui en font des traités « mixtes », en ce sens que ces dispositions touchent à des matières qui ne sont pas exclusivement attribuées à un seul législateur (fédéral, communautaire ou régional).

S'exprimant ainsi à propos de la nature de l'accord international mettant en place la « Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures », l'avis 62.546/VR donné le 23 janvier 2018, énonce ce qui suit :

> « L'Accord auquel l'avant-projet prévoit l'assentiment porte essentiellement sur les compétences du législateur fédéral en termes de coopération au développement.
>
> Toutefois, cet Accord prévoit notamment que :
>
> – les biens et actifs de la Banque ne peuvent pas faire l'objet de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte ou de forclusion exécutive ou législative (article 47, paragraphe 1) ;
>
> – les biens et actifs de la Banque ne peuvent faire l'objet de restrictions, de règlements, de contrôles et de moratoires de quelque nature que ce soit (article 48) ;
>
> – la Banque, ses avoirs, biens et revenus et ses opérations et transactions sont exonérés de tous impôts et de tous droits de douane (article 51, paragraphe 1) ;
>
> – aucun impôt 'de quelque nature que ce soit' n'est prélevé sur les salaires ou émoluments des employés ou consultants de la Banque (article 51, paragraphe 2).
>
> Ces dispositions sont de nature à empiéter sur les compétences communautaires ou régionales, spécialement celles visées à l'article 79, § 1er (expropriation), de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' et sur les compétences fiscales des régions et des communautés résultant de l'article 170 de la Constitution et de la loi spéciale du 16 janvier 1989 'relative au financement des Communautés et des Régions'.

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

‡LW-BGHYKAHCB-HGGCAVT‡

Conformément à l'article 167 de la Constitution, la qualification d'un traité sous l'angle des règles répartitrices de compétence doit s'effectuer selon les 'matières' sur lesquelles portent les dispositions du traité. La question de savoir si une disposition conventionnelle aura ou non une application immédiate ou bien, comme le prétend le délégué, si celle-ci restera encore quelque temps plutôt théorique, est sans rapport avec la qualification de celle-ci sous l'angle des règles répartitrices de compétence [1].

Eu égard aux considérations qui précèdent, l'Accord à l'examen est un traité mixte auquel non seulement l'autorité fédérale, mais également les communautés et les régions doivent donner leur assentiment » [2].

Or, force est de constater que des dispositions semblables (en matière d'expropriation et en matière fiscale) figurent également dans les trois accords internationaux dont les actes modificatifs feraient l'objet d'un assentiment de la part de l'avant-projet de loi à l'examen [3].

Cela étant, les modifications auxquelles l'avant-projet à l'examen donne assentiment ne portent *in concreto* nullement sur les dispositions des accords internationaux de base qui ont un tel objet « mixte ».

Ces modifications portent en l'occurrence sur d'autres dispositions des accords de base qui relèvent quant à elles exclusivement de la compétence de l'autorité fédérale en matière de coopération au développement et de finances. En effet :

– la modification apportée aux statuts de la BIRD vise à y supprimer l'article III, section 3, relatif aux limites des garanties et des prêts de la Banque ;

– la modification apportée à l'Accord portant création de la BERD vise à y modifier l'article 12 qui traite des limitations applicables aux opérations ordinaires ;

– la modification apportée à l'Accord portant création de la BAD porte sur l'article 12 de celui-ci qui traite des limitations applicables aux opérations ordinaires.

Une disposition similaire à ces dispositions modifiées figure au demeurant à l'article 12 des statuts de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, lequel a été considéré comme relevant de la compétence de l'autorité fédérale dans l'avis 62.546/VR précité.

[1] *Note de bas de page n° 9 de l'avis cité* : En ce qui concerne le caractère mixte d'un traité accordant des privilèges et immunités, voir par exemple l'avis n° 53.534/VR donné le 25 juillet 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 18 juin 2014 'portant assentiment au Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire, fait à Genève le 18 mars 2004' (*Doc. parl.*, Sénat, 2013-2014, n° 5-2794/1).

[2] Avis°62.546/VR donné le 23 janvier 2018 sur un avant-projet de loi 'portant approbation des statuts de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures' (*Doc parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3043/001, pp. 47-58).

[3] Il s'agit des articles suivants :
– Pour la BAD : articles 51, 53, 56, §§ 1er et 2 de l'Accord portant création de la Banque Asiatique de développement ;
– Pour la BIRD : article VII, sections 4, 6 et 9 des statuts de la BIRD ;
– Pour la BERD : articles 47, 49 et 53 de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement.

‡LW-BGHYKAHCB-HGGCAVT‡

L'avant-projet à l'examen entend encore modifier l'article 1er de l'Accord portant création de la BERD afin d'élargir le champ d'action géographique de celle-ci à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak. Pareille modification relève également de la compétence exclusive de l'autorité fédérale en matière de coopération au développement.

Conformément à la légisprudence de la section de législation, seule l'autorité fédérale doit dès lors apporter son assentiment aux modifications ainsi conçues. En effet, comme l'a rappelé l'avis 69.366/VR donné le 8 juin 2021 :

> « 2.3. […] Il existe […] une présomption que les modifications ultérieures apportées à un traité mixte requièrent également l'assentiment de toutes les autorités qui devaient donner leur assentiment au traité de base.
>
> Cette présomption peut toutefois être renversée s'il est établi que toutes les modifications ne portent que sur la compétence d'une seule autorité [4]. De cette manière, un traité mixte pour lequel le Royaume de Belgique agit comme partie au traité peut néanmoins être modifié sans que toutes les autorités qui devaient donner leur assentiment au traité de base doivent de nouveau donner leur assentiment » [5].

Dès lors qu'il est établi que toutes les modifications auxquelles il est donné assentiment ne portent que sur la compétence de l'autorité fédérale, seule celle-ci est tenue d'assentir à celles-ci.

L'avant-projet de loi à l'examen ne soulève donc pas de difficultés à cet égard.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

1.1. Conformément aux règles de légistique, les résolutions jointes à l'avant-projet seront présentées sous la forme d'annexes distinctes numérotées, auxquelles les articles 2 et 3 feront expressément référence.

1.2. S'agissant de l'article 2, la section de législation relève que les résolutions nos 259 et 260 modifiant respectivement les articles 1er et 12.1 des statuts de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement jointes à l'avant -projet ne sont pas datées.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a confirmé ce qui suit :

> « La date des résolutions 259 et 260 (BERD) de 18 mai 2023 est bien correcte. Les résolutions sont disponibles sur l'internet. Je les joins pour la facilité ».

[4] *Note de bas de page n° 7 de l'avis cité* : Voir l'avis C.E. 69.098/VR du 18 mai 2021 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Avenant, fait à Bruxelles le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009'.

[5] Avis 69.366/VR donné le 8 juin 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 21 novembre 2021 'portant assentiment à l'Accord modifiant le Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles le 27 janvier et le 8 février 2021' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-2176/001, pp. 16-22).

‡LW-BGHYKAHCB-HGGCAVT‡

L'auteur de l'avant-projet veillera par conséquent à annexer à l'avant-projet la version datée des résolutions n^os^ 259 et 260.

1.3. S'agissant de l'article 4, interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

> « La procédure à la BAD est différente de celle à la BIRD et à la BERD (où les résolutions ont été approuvées par le Conseils des Gouverneurs et les états-membres sont appelés à les ratifier). À la BAD l'approbation parlementaire précède l'approbation de la résolution. L'approbation de ce projet de loi permettra au ministre voter pour cette résolution. Puisque la résolution n'est pas encore approuvée, il s'agit, à ce stade, d'un projet. C'est la raison pour laquelle il n'est pas fait référence à cette résolution dans l'article 4, qui en fait reprend l'essentiel du contenu de la résolution. La question se pose plutôt si le texte de ce projet de résolution doit être annexé au projet de loi ».

Au vu des explications du délégué du Ministre, le projet de résolution sera plutôt annexé à l'exposé des motifs, et non au dispositif.

2. À l'article 2, dans le texte français, les mots « produira pleinement ses effets » seront remplacés par les mots « sortira son plein et entier effet ».

De la même manière, à l'article 3, dans le texte français, les mots « produiront pleinement leurs effets » seront remplacés par les mots « sortiront leur plein et entier effet ».

*

‡LW-BGHYKAHCB-HGGCAVT‡

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende voorontwerp van wet strekt tot wijziging van drie internationale overeenkomsten tot oprichting van drie verschillende ontwikkelingsbanken: de Internationale Bank voor Herstel en Ontwikkeling (afgekort: "IBRD"), de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling (afgekort: "EBRD") en de Aziatische Ontwikkelingsbank (afgekort: "ADB").

Uit de adviezen van de afdeling Wetgeving in verband met de handelingen tot instemming met internationale akkoorden die een strekking hebben die op alle punten vergelijkbaar is, blijkt dat dergelijke akkoorden bepalingen bevatten die er "gemengde" verdragen van maken, in die zin dat die bepalingen betrekking hebben op aangelegenheden die niet uitsluitend toegekend worden aan één enkele (federale, gemeenschaps- of gewest-) wetgever.

Zo staat in advies 62.546/VR van 23 januari 2018 het hiernavolgende in verband met de aard van het internationaal verdrag 'betreffende de Aziatische Infrastructuurinvesteringsbank':

> "Het Verdrag waarmee krachtens het voorontwerp ingestemd zou worden, heeft hoofdzakelijk betrekking op de bevoegdheden van de federale wetgever op het stuk van ontwikkelingssamenwerking.
>
> In dit Verdrag wordt evenwel onder andere bepaald dat:
>
> – de eigendommen en activa van de Bank gevrijwaard worden van onderzoek, vordering, inbeslagneming, onteigening of andere vormen van beslaglegging of uitsluiting op last van de uitvoerende of wetgevende macht (artikel 47, lid 1);
>
> – de eigendommen en activa van de Bank vrijgesteld zijn van beperkingen, regelingen, controles en moratoria van welke aard ook (artikel 48);
>
> – de Bank, haar activa, bezittingen, inkomsten en haar werkzaamheden en transacties uit hoofde van dit Verdrag vrijgesteld zijn van alle belastingen en alle douanerechten (artikel 51, lid 1);
>
> – geen belasting geheven wordt op of ten aanzien van de salarissen of de vergoedingen van het personeel of de adviseurs van de Bank (artikel 51, lid 2).

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

‡LW-BGHYKAHCB-HGGCAVT‡

Die bepalingen kunnen een inbreuk vormen op de bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten, in het bijzonder op die vermeld in artikel 79, § 1 (onteigeningen), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' en op de fiscale bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten die voortspruiten uit artikel 170 van de Grondwet en de bijzondere wet van 16 januari 1989 'betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten'.

Overeenkomstig artikel 167 van de Grondwet dient de bevoegdheidsrechtelijke kwalificatie van een verdrag te gebeuren volgens de 'aangelegenheden' waarop de bepalingen van het verdrag betrekking hebben. De vraag of van een verdragsrechtelijke bepaling al dan niet onmiddellijke toepassing kan worden verwacht, dan wel of deze nog enige tijd eerder theoretisch zal blijven, zoals de gemachtigde voorhoudt, heeft geen uitstaans met de bevoegdheidsrechtelijke kwalificatie ervan.[1]

Gelet op de voorgaande overwegingen is het voorliggend Verdrag een gemengd verdrag waarvoor de instemming vereist is van niet alleen de federale overheid, maar ook van de gemeenschappen en de gewesten."[2]

De vaststelling is evenwel dat vergelijkbare bepalingen (inzake onteigening en fiscaliteit) eveneens opgenomen zijn in de drie internationale overeenkomsten en dat bij het voorliggende voorontwerp wordt ingestemd met de besluiten tot wijziging van die overeenkomsten.[3]

Hoe dan ook hebben de wijzigingen waaraan bij het voorliggend voorontwerp instemming verleend wordt, *in concreto* geen betrekking op de bepalingen van de internationale basisovereenkomsten die zulk een "gemengde" strekking hebben.

Die wijzigingen hebben *in casu* betrekking op andere bepalingen van de basisovereenkomsten die op hun beurt uitsluitend vallen onder de bevoegdheid van de federale overheid inzake ontwikkelingssamenwerking en financiën. Het is immers zo dat:

– de wijziging die aangebracht wordt in de statuten van de IBRD tot opheffing strekt van artikel III, sectie 3 ervan dat betrekking heeft op de beperkingen ten aanzien van garanties en leningen van de bank;

– de wijziging die aangebracht wordt in de overeenkomst tot oprichting van de EBRD tot wijziging strekt van artikel 12 ervan dat betrekking heeft op de beperkingen ten aanzien van gewone werkzaamheden;

---

[1] *Voetnoot 9 van het geciteerde advies*: Wat de vraag betreft of een verdrag waarbij voorrechten en immuniteiten toegekend worden een gemengd verdrag is, zie bijvoorbeeld advies nr. 53.534/VR dat op 25 juli 2013 gegeven is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 18 juin 2014 'houdende instemming met het Protocol inzake de voorrechten en immuniteiten van de Europese Organisatie voor kernfysisch onderzoek, gedaan te Genève op 18 maart 2004' (*Parl.St.* Senaat 2013-14, nr. 5-2794/1).

[2] Advies 62.546/VR van 23 januari 2018 over een voorontwerp van wet 'houdende goedkeuring van de statuten van de Aziatische Infrastructuurinvesteringsbank' (*Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3043/001, 47-58).

[3] Het gaat om de volgende artikelen:
– Voor de ADB: artikelen 51, 53, 56, lid 1 en 2, van het Verdrag betreffende de Aziatische Infrastructuurinvesteringsbank;
– Voor de IBRD: artikel VII, secties 4, 6 en 9 van de statuten van de IBRD;
– Voor de EBRD: artikelen 47, 49 en 53 van de Overeenkomst tot oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling.

‡LW-BGHYKAHCB-HGGCAVT‡

– de wijziging die aangebracht wordt in het verdrag tot oprichting van de ADB betrekking heeft op artikel 12 ervan dat betrekking heeft op de beperkingen die toepasselijk zijn op de gewone werkzaamheden.

Een met die gewijzigde bepalingen vergelijkbare bepaling staat overigens in artikel 12 van de statuten van de Aziatische Infrastructuurinvesteringsbank; met betrekking tot dat artikel wordt in het voornoemd advies 62.546/VR gesteld dat het valt onder de bevoegdheid van de federale overheid.

Het voorliggend voorontwerp strekt er ook nog toe artikel 1 van de overeenkomst tot oprichting van de EBRD aldus te wijzigen dat de geografische reikwijdte van de activiteiten van de bank uitgebreid wordt naar Sub-Saharaans Afrika en Irak. Een dergelijke wijziging valt eveneens onder de exclusieve bevoegdheid van de federale overheid inzake ontwikkelingssamenwerking.

Overeenkomstig de adviespraktijk van de afdeling Wetgeving moet bijgevolg alleen de federale overheid instemmen met de aldus geconcipieerde wijzigingen. In advies 69.366/VR van 8 juni 2021 wordt herinnerd aan het volgende:

> "2.3. (…) Er bestaat inderdaad een vermoeden dat de latere wijzigingen aan een gemengd verdrag eveneens de instemming vereisen van alle overheden die met het basisverdrag moesten instemmen.
>
> Dit vermoeden kan evenwel worden weerlegd indien vaststaat dat alle wijzigingen louter betrekking hebben op de bevoegdheid van één enkele overheid.[4] Op die manier kan een gemengd verdrag waar het Koninkrijk België als verdragspartij optreedt toch gewijzigd worden zonder dat alle overheden die met het basisverdrag moesten instemmen opnieuw moeten instemmen."[5]

Aangezien het vaststaat dat alle wijzigingen waarmee ingestemd wordt, uitsluitend vallen onder de bevoegdheid van de federale overheid, is alleen zij geacht ermee in te stemmen.

Het voorliggende voorontwerp van wet levert dus geen problemen op in dat verband.

[4] *Voetnoot 7 van het geciteerde advies:* Zie Adv.RvS 69.098/VR van 18 mei 2021 over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het Avenant, gedaan te Brussel op 5 december 2017, bij de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en het desbetreffende slotprotocol, ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970, zoals gewijzigd door de Avenanten van 11 december 2002 en van 16 juli 2009'.

[5] Advies 69.366/VR van 8 juni 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 21 november 2021 'houdende goedkeuring van de Overeenkomst tot wijziging van het Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme, ondertekend te Brussel op 27 januari en 8 februari 2021' (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-2176/001, 16-22).

‡LW-BGHYKAHCB-HGGCAVT‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

1.1. Overeenkomstig de wetgevingstechnische regels moeten de resoluties bij het voorontwerp gevoegd worden in de vorm van onderscheiden en genummerde bijlagen, waarnaar uitdrukkelijk verwezen moet worden in de artikelen 2 en 3.

1.2. Wat artikel 2 betreft, merkt de afdeling Wetgeving op dat de bij het voorontwerp gevoegde resoluties 259 en 260, die respectievelijk strekken tot wijziging van de artikelen 1 en 12.1 van de statuten van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling, niet gedateerd zijn.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende bevestigd:

> "La date des résolutions 259 et 260 (BERD) de 18 mai 2023 est bien correcte. Les résolutions sont disponibles sur l'internet. Je les joins pour la facilité."

De steller van het voorontwerp dient er zich bijgevolg van te vergewissen dat hij de gedateerde versie van de resoluties 259 en 260 bij het voorontwerp voegt.

1.3. Op een vraag in verband met artikel 4 heeft de gemachtigde van de minister het volgende aangegeven:

> "La procédure à la BAD est différente de celle à la BIRD et à la BERD (où les résolutions ont été approuvées par le Conseils des Gouverneurs et les états-membres sont appelés à les ratifier). À la BAD l'approbation parlementaire précède l'approbation de la résolution. L'approbation de ce projet de loi permettra au ministre voter pour cette résolution. Puisque la résolution n'est pas encore approuvée, il s'agit, à ce stade, d'un projet. C'est la raison pour laquelle il n'est pas fait référence à cette résolution dans l'article 4, qui en fait reprend l'essentiel du contenu de la résolution. La question se pose plutôt si le texte de ce projet de résolution doit être annexé au projet de loi."

Gelet op de uitleg van de gemachtigde van de minister moet het ontwerp van resolutie als bijlage gevoegd worden bij de memorie van toelichting in plaats van bij het dispositief.

2. In de Franse tekst van artikel 2 moeten de woorden "produira pleinement ses effets" vervangen worden door de woorden "sortira son plein et entier effet".

Zo moeten ook in de Franse tekst van artikel 3 de woorden "produiront pleinement leurs effets" vervangen worden door de woorden "sortiront leur plein et entier effet".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI Patrick RONVAUX

‡LW-BGHYKAHCB-HGGCAVT‡